

Le consommateur responsable





Le consommateur responsable

04 Avant-propos
06 Introduction

08 Chapitre 1 Limites écologiques

08 Pression démographique croissante
09 Écosystèmes en danger
10 Point de mire : chaîne de création de valeur

12 Chapitre 2 Les forces du changement

12 Pression juridique et réglementaire croissante
13 Évolution des préférences des consommateurs
14 Point de mire : situation en Asie
15 Intérêt des investisseurs

16 Chapitre 3 L'opportunité

17 Point de mire : le plastique
18 Mode
22 Électronique grand public
24 Alimentation et boissons
28 Mobilité
29 Point de mire : les véhicules électriques sont-ils durables ?
32 Produits ménagers et d'hygiène-beauté
35 Point de mire : investir dans le thème « Le consommateur responsable »
36 Tourisme durable

38 Conclusion

40 Impressum
41 Informations importantes
42 Références

Avant-propos

Depuis la mise en place du département Impact Advisory & Finance (IAF) en octobre 2017, nous avons publié plusieurs documents de leadership éclairé exposant nos opinions sur le marché du financement durable en rapide évolution.



Comme IAF continue à s'engager au service des clients de toute la banque, des Ultra-High Net Worth Individuals aux grands investisseurs institutionnels et entreprises, nous identifions les tendances émergentes, les thèmes et les opportunités d'affaires qui répondent le mieux à leur quête croissante d'investissements plus durables. Notre utilisons notre expertise et notre connaissance des marchés pour leur proposer des solutions différenciées et sur mesure. Parfois, il peut s'agir d'un produit ou d'une offre adapté(e) aux besoins d'un client individuel; mais le plus souvent, nous créons des véhicules de placement à même de susciter un large intérêt.

Cherchant à exploiter davantage nos ressources, nos relations et nos compétences en structuration pour offrir des opportunités supplémentaires d'investissements thématiques aux clients intéressés par la finance durable, nous nous fondons sur des initiatives internes et externes pour bien définir notre offre de placements. En externe, les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU servent de base à un langage commun et à la priorisation des domaines d'intérêt. En interne, nous nous inspirons des Supertrends du Credit Suisse, que nos lecteurs connaissent peut-être. Les Supertrends identifient cinq tendances de marché qui devraient s'étendre au-delà des cycles économiques et dégager des rendements attrayants à long terme. L'un d'eux s'intitule « Valeurs des Millennials ».

La notion de consommateur responsable, au sens de l'ODD 12 (Consommation et production responsables), s'inscrit précisément dans ce Supertrend, car les Millennials bouleversent de nombreux modèles commerciaux traditionnels et en créent de nouveaux avec leur pouvoir d'achat collectif grandissant. Ils exigent une approche des affaires et des investissements plus éthique et plus écologique et soutiennent des concepts tels que l'économie circulaire, réclamant une élimination des déchets et une utilisation des ressources en circuit fermé.

Les entreprises disposées à répondre à ces exigences et capables de le faire empocheront l'argent de cette génération, leurs valorisations témoignant déjà des avantages qu'elles en retirent. Deux sociétés récemment introduites en bourse, à savoir RealReal, la première entreprise de vêtements de seconde main cotée (qui a progressé de 40% dès la première séance), et Beyond Meat, un producteur de viande végétale qui a fait l'objet de l'offre publique la plus réussie des deux dernières décennies, sont des exemples de modèles commerciaux parfaitement alignés sur les valeurs du consommateur responsable. Nous sommes fiers que le Credit Suisse ait été chef de file dans ces deux introductions en bourse, et nous nous réjouissons de continuer à aider nos clients à dégager des rendements durables.

Marisa Drew
CEO, département Impact Advisory & Finance (IAF)

Introduction

Ces cinquante dernières années, l'extrême pauvreté a diminué de plus de moitié, la mortalité infantile a chuté de près de 75% dans le monde, et la durée de scolarisation d'un individu moyen a plus que doublé. Toute cette évolution est en grande partie attribuable au consumérisme, car celui-ci est le moteur même de notre économie capitaliste, qui stimule la croissance conjoncturelle sur la base de laquelle les placements dégagent des rendements.



La société est confrontée au problème d'un trop-plein global, notre consommation de ressources excédant ce que la terre peut supporter à long terme. L'expression « environmental credit crunch » (resserrement du crédit environnemental) résume ce phénomène. En finance, le crédit permet à l'emprunteur d'accroître son bien-être matériel présent aux dépens de ses revenus futurs. Sur le plan écologique, cela revient à relever le niveau de vie des générations actuelles par la consommation de ressources naturelles limitées. Et exactement comme en finance, la crise s'installe lorsque le crédit est épuisé.

Cette expression, utilisée pour la première fois par le Fonds mondial pour la nature (WWF) au début de 2008, a été rapidement éclipsée par une autre contraction du crédit, plus immédiate : la crise financière. Par conséquent, au lieu de réduire sa dépendance à l'égard de la nature, la communauté mondiale a accéléré le rythme de ses emprunts pour pouvoir rembourser ses dettes en cours tout en creusant davantage le déficit écologique.

Les répercussions en sont préoccupantes. Les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont atteint un pic historique en 2018, malgré les engagements internationaux en matière de « décarbonisation ». Une espèce sur quatre est désormais menacée d'extinction, soit près d'un million au total sur la planète. Des pratiques non viables d'agriculture et d'utilisation des terres font perdre l'équivalent d'environ trente terrains de football de forêt tropicale par minute.

Le mot anglais « consume » signifie littéralement « détruire, p. ex. par le feu ou la maladie, dilapider, épuiser ». Mais le consumérisme ne doit pas forcément être destructeur.

Le douzième objectif de développement durable (ODD) de l'ONU consiste à garantir une consommation et une production durables. Et sa réalisation sauverait non seulement la planète mais pourrait également créer de vastes opportunités économiques. Des vêtements de seconde main aux protéines végétales, la transition vers une économie de consommation plus durable pourrait ouvrir de nouvelles perspectives à hauteur de 4500 milliards USD par an.

Le présent document a été imprimé sur du papier composé à 100% de fibres recyclées, aucun arbre n'a été abattu. Contrairement aux techniques de production de papier traditionnelles, ce document a été fabriqué sans chlore, selon un procédé consommant 60% moins d'énergie et 70% moins d'eau. Il porte le label « Ange bleu », qui garantit la qualité de papier recyclé la plus élevée.

L'encre utilisée est exempte d'huiles minérales et ne contient que des composants renouvelables.

En outre, en imprimant cette publication, le Credit Suisse soutient un projet de compensation des émissions de CO₂ intitulé « Forest conservation in Pará », qui contribue à préserver 90 000 hectares de forêt tropicale au Brésil et permet de réduire fortement l'empreinte carbone (145 000 tonnes par an).

Chapitre 1

Limites écologiques

Les limites écologiques pourraient menacer la continuité des activités des producteurs de biens de consommation.

Pression démographique croissante

Depuis les débuts de l'agriculture dans le Croissant fertile il y a 10 000 ans environ, la population mondiale est passée de quelque cinq millions d'individus à près de 7,7 milliards aujourd'hui et devrait culminer autour de 9,5 milliards au milieu de ce siècle, une progression qui s'accompagne de défis. En théorie, plus la population augmente, plus elle consomme et plus elle épuise rapidement les ressources de la planète.

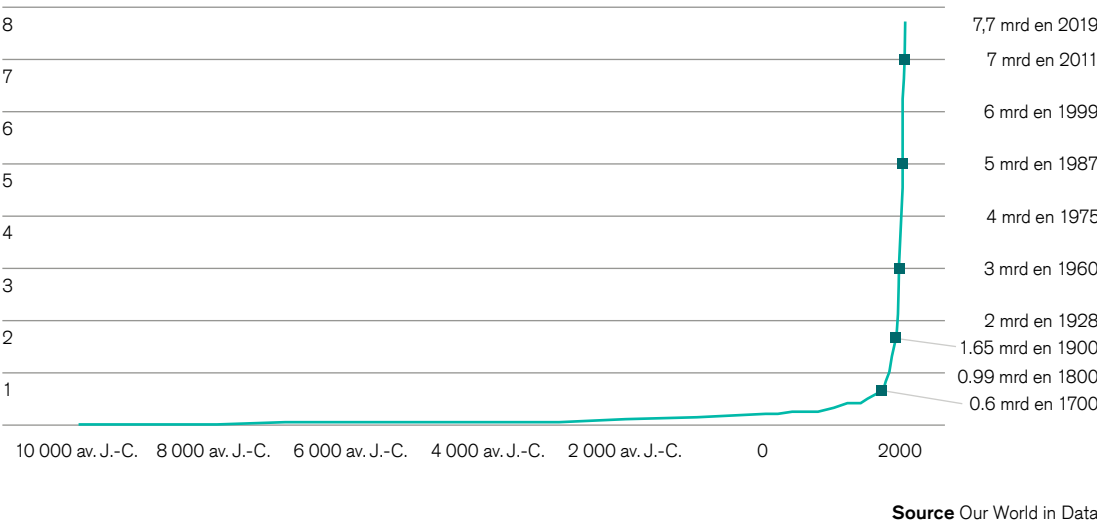
La réalité est un peu plus compliquée. Bien que tout le monde consomme, la proportion des ressources naturelles utilisées dépend fortement des revenus. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 80% de l'ensemble des dépenses privées sont attri-

buables aux 20% les plus riches de la population mondiale, contre moins de 2% pour les 20% les plus pauvres.

Le développement économique est devenu une arme à double tranchant. Ces vingt prochaines années, le nombre de consommateurs de la classe moyenne mondiale devrait augmenter de trois milliards, ce qui, d'après le World Resource Institute (WRI), triplerait l'utilisation des ressources naturelles. Alors que de plus en plus de gens sortent de la pauvreté pour rejoindre la classe moyenne, il va de soi qu'eux aussi devraient puiser dans les réserves limitées de la planète. Pour assurer une croissance démographique durable, il faudra donc décorrélérer rapidement la consommation de la détérioration de l'environnement.

Population mondiale

Taille de la population mondiale au cours des 12 000 dernières années, en mrd



Écosystèmes en danger

Les biens de consommation constituent environ deux tiers du volume des échanges internationaux, représentant l'un des secteurs les plus importants de l'économie mondiale. Mais cela a un prix : selon une étude récente du Journal of Industrial Ecology, 60% des émissions mondiales de gaz à effet de serre et 80% de l'utilisation d'eau douce (principalement pour l'irrigation des cultures) sont imputables à la consommation des ménages. En tenant compte de toute la chaîne de création de valeur, depuis l'extraction des matériaux jusqu'à l'élimination de

ces biens de consommation, ces derniers causent plus de dommages aux écosystèmes que tout autre secteur.

Les méthodes classiques d'extraction, de production, de distribution, de consommation et d'élimination sont parties du principe que les ressources naturelles étaient illimitées et bon marché. Du point de vue environnemental, l'économie mondiale fondée sur les biens de consommation est donc particulièrement inefficace (voir la chaîne de création de valeur en page 10).



Eau douce

Environ 1,2 milliard de personnes (près d'un cinquième de la population mondiale) vivent dans des zones soumises à un stress hydrique. En l'absence de changement, la demande en eau douce excédera de 40% les ressources viables d'ici à 2030.



Forêts

Les forêts couvrent encore quelque 30% de la surface des terres, mais le rythme de leur disparition est inquiétant. 17% environ de la forêt amazonienne ont été détruits au cours des cinquante dernières années. En août 2019, au moment de la rédaction de ce rapport, le Brésil avait recensé plus de 72 000 incendies de forêt, soit une hausse de 84% par rapport à la même période en 2018.



Terres arables

Il faut à la nature jusqu'à 500 ans de changements écologiques non perturbés pour produire 2,5 cm de terre arable. Or, l'érosion actuelle est cent fois plus rapide que le rythme de formation des sols. D'après la Banque mondiale, près d'un tiers de la terre arable de la planète a déjà été perdu.

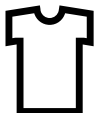

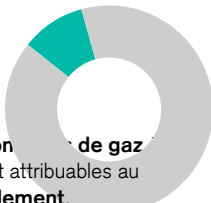


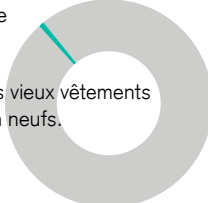







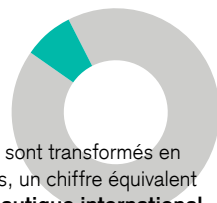




Océans

90% des stocks mondiaux de poissons sont entièrement exploités ou surexploités. Des courants d'eau circulaires couvrant environ 40% de la surface des océans sont maintenant emplis de déchets plastiques qui tuent chaque année quelque 100 000 mammifères marins. Ces trois dernières décennies, près de la moitié des récifs coralliens sont morts. C'est pourtant la désoxygénation qui constitue de loin la plus grande menace. La taille des zones mortes (dépourvues d'oxygène) des océans a quadruplé depuis les années 1950, tandis que le nombre de sites à teneur très faible en oxygène a décuplé.

Selon le WRI, l'utilisation des ressources va plus que tripler ces vingt prochaines années. Les signes d'appauvrissement des ressources étant déjà visibles, les modèles commerciaux de nombreux producteurs de biens de consommation pourraient être en péril.

Chaîne de création de valeur

	Extraction	Production		Distribution	Consommation	Élimination
<div><div>T-shirt</div><div>Mélange de coton et de fibres synthétiques</div><div> →</div></div>	<div>2700 litres d'eau</div> <div>pour produire un seul t-shirt, soit</div> <div> 30 baignoires.</div>	<div>1/5</div> <div>de la pollution industrielle de l'eau est imputable au traitement et à la teinture des textiles.</div>		<div>10%</div> <div>des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont attribuables au secteur de l'habillement.</div> <div></div>	<div>Fabrication de</div> <div>80 milliards de vêtements par an.</div> <div>+400%</div> <div> 1995</div> <div> 2015</div>	<div>Le taux de recyclage est faible :</div> <div>1% seulement des vieux vêtements sont transformés en neufs.</div> <div></div> <div>3/4 des tissus utilisés pour les confectionner finissent dans des décharges ou sont brûlés.</div>
<div><div>Smartphone</div><div>→</div></div>	<div>Un seul smartphone se compose de</div> <div>1000+ éléments différents.</div>	<div>Les usines de fabrication des semi-conducteurs pour smartphones utilisent annuellement autant d'énergie que</div> <div>50 000 logements.</div>		<div>Les centres de données consomment</div> <div>200</div> <div>térawatts-heure.</div> <div></div>	<div>Rallonger d'un an la vie des smartphones en Europe =</div> <div>2 millions de voitures de la circulation.</div> <div>supprimer</div>	<div>70%</div> <div>des déchets dangereux dans les décharges sont électroniques.</div> <div></div>
<div><div>Crevettes congelées</div><div>Sac de 454 g</div><div> →</div></div>	<div>5 à 20 kg</div> <div>de prises accessoires sont rejetées pour chaque kg de crevettes congelées.</div>	<div>Pratiques de travail forcé dans des hangars de préparation du poisson en</div> <div>Thaïlande</div> <div></div> <div>selon les rapports.</div>		<div>1 tonne</div> <div>de dioxyde de carbone est émise par sac de 454 g de crevettes.</div>	<div>Un individu moyen ingère</div> <div>5 grammes de micro-plastiques par semaine (également présents dans les crevettes). C'est le poids d'une</div> <div> carte de crédit.</div>	<div>Il y a un risque sur trois que les crevettes soient jetées avec le sac en plastique.</div> <div></div>
<div><div>Bouteille en plastique</div><div> →</div></div>	<div>6%</div> <div>du pétrole mondial sont transformés en matières plastiques, un chiffre équivalent au secteur aéronautique international.</div> <div></div>	<div>Le raffinage et la fabrication des résines de plastique sont incriminés dans l'apparition de</div> <div>cancers + leucémies.</div>		<div>Dans le monde, l'énergie nécessaire pour la production et le transport des bouteilles en plastique pourrait alimenter</div> <div>1,5 millions de voitures par an.</div>	<div>La consommation de plastique devrait quadrupler d'ici à 2050.</div> <div>+300%</div> <div> 2019</div> <div> 2050</div>	<div>Seuls</div> <div>14%</div> <div>des emballages en plastique sont collectés en vue du recyclage.</div>

Source
Voir référence en page 42

Chapitre 2

Les forces du changement

Les pressions réglementaires croissantes, intérêt des investisseurs et la demande des consommateurs sont des facteurs disruptifs pour l'industrie.

Non seulement les modèles de production non durables ont un coût environnemental, mais ils font aussi payer un lourd tribut à l'économie mondiale. Les pertes de biodiversité pourraient s'élever à 14 000 milliards USD par an d'ici à 2050 (représentant 17% environ du PIB mondial) selon une étude publiée par la revue Current Opinion in Environmental Sustainability.

Un cumul de facteurs convergents rend la production et une consommation durables non seulement plus attrayantes en tant que modèle commercial, mais aussi de plus en plus incontournables :

Pression juridique et réglementaire croissante

Négliger le coût des externalités environnementales dans le prix final des produits est un exemple classique de défaillance des marchés. Et, comme dans tous types de défaillance de marchés, les gouvernements peuvent jouer un rôle déterminant afin de corriger de tels déséquilibres.

Depuis les années 1970, le nombre de lois environnementales dans le monde a été multiplié par 38 selon une analyse du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Le secteur des biens de consommation est soumis à des contrôles réglementaires croissants. En voici quelques exemples récents:

- Le «paquet économie circulaire» de l'UE, qui fixe des objectifs contraignants de recyclage des déchets urbains, a été approuvé en juin 2018. Les États membres ont à présent 24 mois pour le transposer ces directives dans leurs réglementations nationales. Plus de 127 pays possèdent au moins une certaine forme de législation liée à la régulation des matières plastiques, et 27 États appliquent une réglementation plus avancée sur le plastique.

- En 2019, le ministère chinois de l'écologie et de l'environnement a annoncé que l'interdiction d'importer des déchets allait s'étendre aux plastiques postconsommations tels que les bouteilles de shampoing ou de soda. D'autres pays importateurs de déchets comme la Thaïlande, la Malaisie, le Vietnam et l'Indonésie ont annoncé des restrictions similaires, d'où une sérieuse pression sur les pays exportateurs de déchets.
- L'Australie méridionale a annoncé son intention d'interdire les pailles, les couverts et les bâtonnets à cocktail en plastique afin de réduire le nombre d'objets à usage unique.
- Les États-Unis envisagent d'édicter une loi prohibant des dizaines de substances toxiques utilisés dans la confections de produits cosmétiques (amiante, plomb, formol, toluène, triclosan, PFAS, certains parabènes et phtalates, etc.). Bon nombre d'entre elles ont déjà été bannies en Europe et dans d'autres pays du monde (voir l'impact de ces composants en page 33).

La multiplication du nombre de lois environnementales dans le monde génère aussi une nouvelle catégorie de litiges. Globalement, près de 1 000 plaintes liées au changement climatique ont été déposées à ce jour, selon White & Case.

Bien que les dommages-intérêts dus par des entreprises privées soient restés limités jusqu'à présent, les experts juridiques tirent un parallèle entre la multiplication actuelle des litiges environnementaux et les plaintes liées au tabac des décennies précédentes.

Cette évolution laisse penser que le durcissement des lois et réglementations et l'augmentation de tels différends ne vont cesser d'accroître le coût de la production non durable.

Évolution des préférences des consommateurs

Ce qui stimule le plus la consommation durable, pour l'instant du moins, ce sont sans doute les consommateurs eux-mêmes. Globalement, deux tiers d'entre eux se disent prêts à payer plus pour des biens durables, selon une enquête de Nielsen.

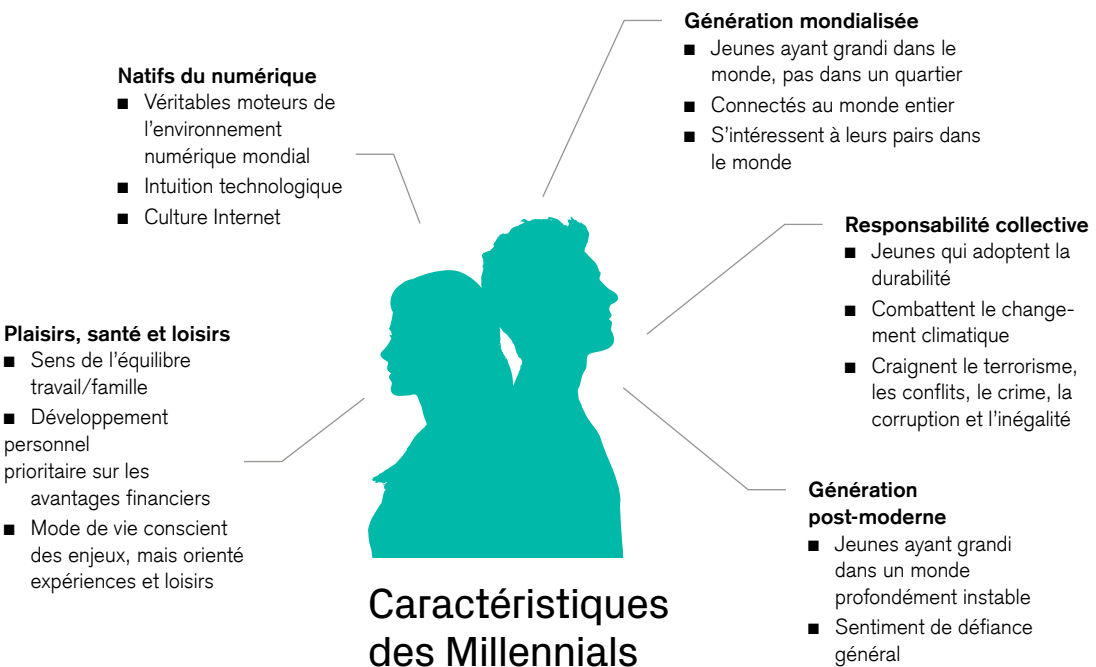
Bien que l'intérêt pour la durabilité s'étant au travers des générations, les Millennials (personnes de moins de 35 ans selon la définition du

Credit Suisse) sont les principaux éléments moteurs. Bien qu'ils grandissent dans un contexte économique difficile, toutes les enquêtes le confirment qu'ils sont plus disposés que les générations précédentes à déboursier davantage pour des biens durables. Formant un groupe de consommateurs de plus en plus influent, ils devraient considérablement augmenter la demande de tels produits.

Cette évolution a une incidence très réelle sur notre planète. Une autre étude de Nielsen portée sur les achats de biens de consommation courants révèle que les ventes des articles durables affichent généralement un taux de croissance supérieur à celui de l'ensemble des produits dans leurs catégories respectives.

Caractéristiques des Millennials

Moins de 35 ans



Source Credit Suisse

Entretien : situation en Asie

Département Impact Advisory and Finance APAC, Credit Suisse

À votre avis, les consommateurs en Asie sont-ils disposés à acheter des produits durables ?

Nous avons souvent tendance à supposer que les consommateurs nord-américains et européens de la classe moyenne sont plus susceptibles d'acheter des produits durables, mais des études montrent que les consommateurs Asiatiques sont en réalité plus disposés à payer davantage pour des biens et services d'entreprises socialement responsables (64%) que les Européens et les Nord-Américains (resp. 42% et 40%). En outre, la Chine et l'Inde réunissent une grande partie des Millennials du globe, lesquels se soucient davantage de la durabilité.

Comment les gouvernements en Asie façonnent-ils la transition vers une consommation responsable ?

En Asie, l'intérêt des consommateurs augmente, mais la transition est encore menée par les gouvernements. Le gouvernement indien a annoncé cette année qu'il allait subventionner à hauteur de près de 1,5 milliard USD les voitures et bus hybrides et électriques afin qu'ils représentent 15% des ventes intérieures dans cinq ans. Le pays compte actuellement un million de pousse-pousse électriques, qui transportent environ 60 millions de personnes par jour.

Comment les entreprises réagissent-elles ?

Une grande entreprise chinoise de technologie encourage actuellement une consommation responsable en associant le paiement de produits ou services écologiques à des crédits verts, que ses 500 millions de clients utilisent pour planter des arbres. Jusqu'ici plus de 100 millions d'arbres ont été plantés. Cette initiative va au-delà de la responsabilité sociale d'entreprise : il s'agit d'une société reconnaissant le souhait des consommateurs de faire le bien avec leurs achats d'une manière lucrative pour les entreprises.

“ Les gouvernements agissent souvent sous la pression de l'opinion publique.

Les gouvernements agissent souvent sous la pression de l'opinion publique. Le récent plan quinquennal chinois par exemple a été motivé en partie par la sensibilisation de la population à la nocivité de la pollution de l'air, responsable chaque année de plus d'un million de décès prématurés en Chine.

Intérêt des investisseurs

En tant que copropriétaires, les actionnaires ont un impact important sur les entreprises. Ils influencent le cours des actions servant souvent au calcul des rémunérations incitatives des dirigeants et facilitant l'accès aux capitaux.

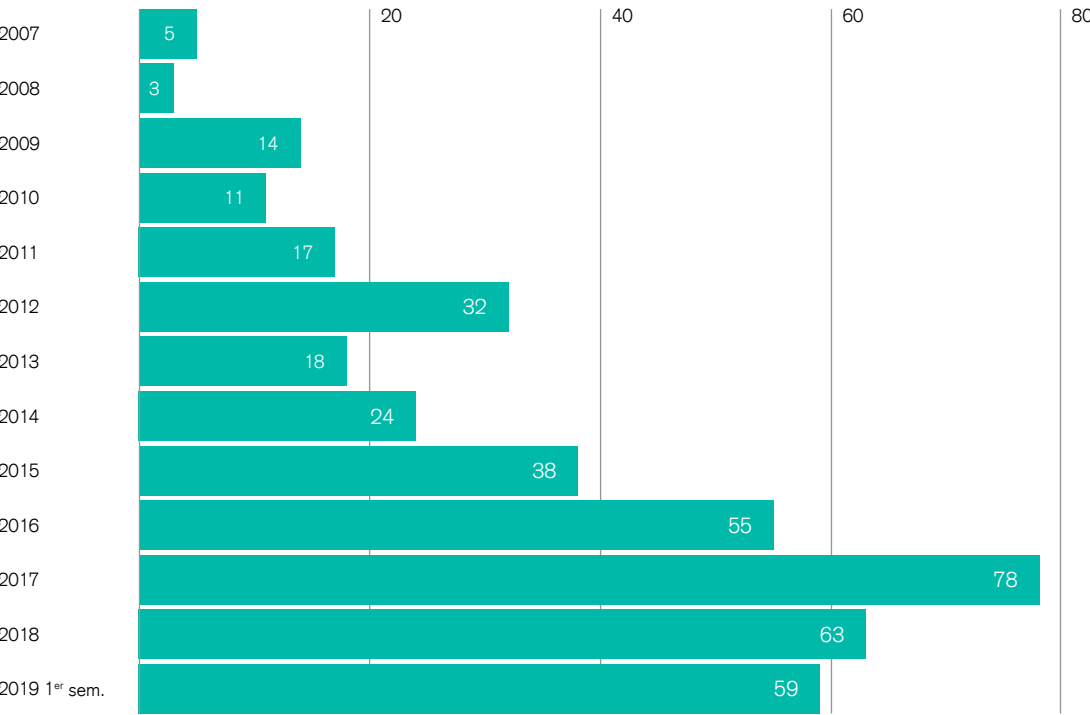
Vu la prolifération des lois environnementales et l'intérêt des consommateurs dans ce domaine, il n'est pas vraiment étonnant que les investisseurs prêtent une attention accrue aux placements durables. Depuis 2012, les actifs gérés selon des critères de durabilité sont passés de 11 000 à 31 000 milliards USD en 2018, d'après la Global Sustainable Investment Alliance. De même, le Global Impact Investing Network estime que les investissements à impact (un segment des placements durables axé sur les entreprises et les projets aux impacts environnementaux et sociaux mesurables) ont augmenté de 8 à 502 milliards USD.

L'activisme des actionnaires, en particulier, peut avoir un rôle important afin d'inciter les entreprises à adopter une politique plus durable. Selon Activist Insight, le nombre de campagnes menées par des actionnaires en lien avec des thèmes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) a été multiplié par vingt depuis 2007. En 2019 notamment, une coalition d'investisseurs totalisant 6500 milliards USD a exigé de sociétés de restauration rapide qu'elles fixent des objectifs pour réduire l'impact environnemental de leurs chaînes d'approvisionnement de viande et de produits laitiers. De même, une autre coalition d'investisseurs a contribué à convaincre l'une des plus grandes entreprises de matières premières du monde de plafonner sa production de charbon aux niveaux actuels et de privilégier les investissements dans les technologies vertes.

S'il est efficace, l'activisme actionnarial peut aussi avoir un impact positif sur les rendements financiers. Une étude réalisée en 2012 par Dimson et al. montre que l'engagement des actionnaires dans le domaine ESG a induit une augmentation moyenne des rendements de 4,4%.

Croissance de l'activisme dans le domaine ESG

Nombre de campagnes liées aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) 2007–2019 (1^{er} sem.)



Source Activist Insight

Chapitre 3

L'opportunité

La transition vers une consommation plus durable offre d'énormes opportunités en termes de placements.

Face à la demande croissante des consommateurs et des investisseurs, à la pression grandissante des régulateurs et à la raréfaction des ressources, le secteur des biens de consommation est prêt à être bouleversé.

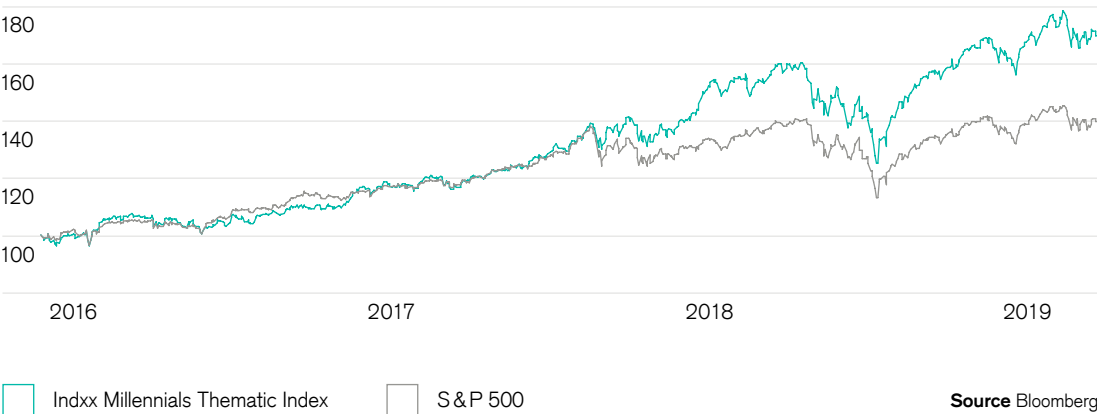
Bien des études examinent le rapport entre les rendements financiers et les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Identifier des opportunités liées à la consommation responsable implique néanmoins de regarder au-delà de l'analyse classique de la responsabilité d'entreprise (salaires, égalité des sexes, etc.) et de rechercher de réelles réformes des modèles commerciaux.

Pour les investisseurs, ceci représente une réelle opportunité. En 2019, les ventes des produits durables ont progressé 5,6 fois plus vite que celles des biens non durables selon une étude

du Center for Sustainable Business de l'Université de New York. De même, les entreprises qui satisfont les goûts des Millennials, notamment en matière de biens durables, ont globalement surperformé leurs pairs depuis 2016.

Le marché amorçe une transition, stimulé par des facteurs de répulsion (épuiement des ressources, pression réglementaire) et des facteurs d'attraction (demande croissante des consommateurs). Il y a là une opportunité unique pour les investisseurs. Les entreprises qui s'adapteront rapidement à cette nouvelle réalité devraient tirer profit de leur position de pionnières. Selon une récente étude d'Accenture, la transition vers une économie plus circulaire (qui minimise les déchets et gère au mieux les ressources existantes) pourrait générer des affaires à hauteur de 4500 milliards USD par an d'ici à 2030.

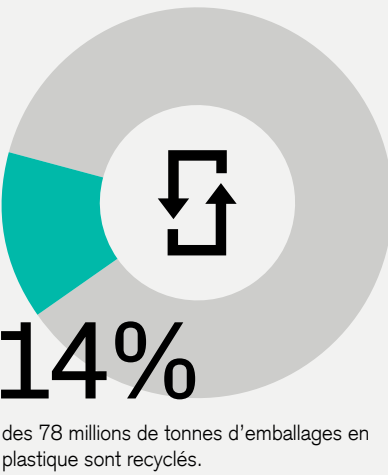
Satisfaire la demande des Millennials dope les cours des actions
Les actions des entreprises répondant à la demande des Millennials surperforment



Le plastique

La plupart des secteurs étudiés dans ce rapport dépendent de l'emballage. Sur les 78 millions de tonnes d'emballages en plastique produits annuellement, seuls 14% sont recyclés selon la Fondation Ellen MacArthur. Et quelque 8 millions de tonnes finissent dans les océans chaque année. Sans une action immédiate, le volume des déchets plastiques pourrait doubler d'ici à 2030 d'après le WWF.

Possibilités d'amélioration
Emballages en plastique recyclé



De nombreuses sociétés réagissent à ce problème mondial en promettant d'augmenter la proportion d'emballages en plastique recyclé. Mais si de tels efforts permettent de diminuer la pollution par le plastique, ils sont insuffisants, car le recyclage exige une grande quantité d'énergie, d'eau et de combustibles fossiles.

Les bioplastiques, dérivés de pâte de bois, de coquillages, de maïs, ou de canne à sucre, plutôt que de pétrole constituent une autre solution. Environ 6% du pétrole mondiale sert à fabriquer du plastique (ce qui est supérieur à la consommation du secteur aéronautique mondial). Or, les défenseurs du bioplastiques affirment que ces derniers pourraient contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre des énergies fossiles. Néanmoins, les critiques ont notés que les bioplastiques n'ont pas tous la même composition, et que certains pourraient augmenter les émissions de gaz à effet de serre et aggraver la situation s'ils ne sont pas éliminés correctement, car ils ne sont, pour l'essentiel, pas biodégradables. Leur destruction requiert des installations de compostage industriel à haute température, qui font défaut à la plupart des villes. Dans les décharges, les bioplastiques dégagent du méthane, un gaz à effet de serre 23 fois plus puissant que le CO₂. En revanche, les plastiques compostables, un sous-groupe des bioplastiques, sont décomposés en l'espace de 180 jours par le compostage industriel.

Le nombre de directives gouvernementales visant à lutter contre les plastiques à usage unique a fortement augmenté dans le monde, passant de 2 en 2000 à 202 en 2018, d'après une analyse du Credit Suisse. Face à la pression croissante des consommateurs et des décideurs politiques, les entreprises (et leurs investisseurs)

s'efforcent de trouver une alternative. Par exemple, une grande entreprise chimique reconvertit le plastique en pétrole, et une société américaine de pizzas ayant racheté une start-up d'emballages compostables a rapidement vu les recettes de cette activité dépasser celles de la restauration.

La meilleure solution à la crise mondiale du plastique pourrait simplement consister à réduire les besoins d'emballages en plastique. Aux États-Unis par exemple, une entreprise se sert d'un laser haute définition pour retirer des pigments de la surface des fruits et légumes et y laisser une marque permanente au lieu de coller des étiquettes en plastique. Une autre multinationale vend des recharges de produits de nettoyage hautement concentrés pour éviter aux clients de devoir racheter un vaporisateur à chaque fois. Et des détaillants à travers le monde bannissent les sacs en plastique à usage unique. Les consommateurs peuvent également jouer un rôle important en renonçant à ces emballages. De Brooklyn à Kuala Lumpur, les magasins zéro-déchet gagnent en popularité. Ils répondent à une tendance croissante de clients qui apportent leurs propres contenants pour les remplir de denrées de base comme la farine, les raisins, l'huile ou le shampoing.

Mode

L'engouement des consommateurs pour les dernières tendances et l'augmentation parallèle des niveaux de revenu ont rapidement dopé les ventes de vêtements. Le secteur de la mode (1700 milliards USD) est la troisième plus grande industrie manufacturière du monde après l'automobile et la technologie. Il est également indispensable à l'économie de nombreux pays en voie de développement.

La hausse de la consommation peut stimuler la croissance de l'emploi dans ces pays, mais elle leur impose aussi un fardeau environnemental et social. Malgré les efforts déployés pour améliorer les conditions de travail précaires de l'industrie, un récent rapport d'Oxfam révèle que des travailleurs au Bangladesh et au Vietnam, lesquels produisent un volume important des vêtements vendus dans le monde, ne gagnent pas assez pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires (logement, soins de santé, formation, etc.).

Outre son prix social, la hausse de la consommation de vêtements a aussi un énorme coût écologique. Tuberculose, anomalies congénitales et problèmes de procréation sont imputables aux produits chimiques de blanchiment d'éclaircissement et de traitement des textiles. Selon la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU), le secteur de la mode est responsable de plus de 20% de la pollution industrielle globale de l'eau. C'est également l'un des principaux contributeurs au changement climatique, car il consomme plus d'énergie que le transport maritime et aérien combinés.

La tragédie est que ces fardeaux sur la santé humaine et sur l'environnement n'est absolument pas nécessaire. Près des trois quarts des matériaux utilisés pour confectionner les vêtements finissent dans des décharges ou sont brûlés une fois usés, tandis que 1% seulement des vieux habits sont transformés en neufs.

Comme la consommation mondiale de vêtements devrait augmenter de 63% d'ici à 2030, il faudra modifier considérablement leur production et leur utilisation selon un rapport récent du Global Fashion Agenda et du Boston Consulting Group. Mais il semblerait que les choses commencent à évoluer. La plaie de cette branche est la mode éphémère (fast fashion), un modèle commercial consistant à produire des vêtements aussi vite et bon marché que possible. La sensibilisation croissante aux conséquences environnementales et humaines fait néanmoins changer les attentes des consommateurs. Évoluant de « plus pour moins » vers « moins c'est plus », ces derniers tendent à mieux soupeser leurs décisions d'achat. Selon une étude réalisée en 2018 par Global-Data, 72% des sondés préfèrent acheter des marques respectueuses de l'environnement, soit une hausse de 15 points par rapport à 2013.

En devenant un critère essentiel d'achat sur le marché de la grande consommation, la durabilité offre des opportunités intéressantes aux investisseurs :

- **Matières renouvelables**
Les plantes cultivées pour l'industrie de habillement, notamment le coton, le lin, le chanvre et l'indigo, comptent parmi les plus polluants du monde. Le coton non biologique est un exemple frappant : alors qu'il occupe un peu moins de 3% des surfaces agricoles mondiales, sa production exige un dixième des produits chimiques agricoles et 25% des pesticides utilisés dans le monde.

Les marques de mode s'intéressent à l'agriculture durable pour pallier à ce problème. L'agriculture biologique régénératrice est un exemple prometteur : elle vise à restaurer les terres dégradées par des méthodes comme le semis sans labour, la rotation des cultures ou la régénération de la fertilité. Selon l'Institut Rodale, la séquestration du carbone en résultant pourrait aider à inverser les effets du changement climatique.

Si ce type d'agriculture a gagné en popularité dans l'alimentation naturelle (voir page 26), les enseignes de mode font de sérieux progrès elles aussi. Lors de la rédaction, cinq marques de textiles et de vêtements se regroupaient pour définir une norme de certification d'agriculture biologique régénératrice facilitant l'identification des fournisseurs. À l'international, de tels efforts pourraient fortement contribuer à améliorer l'impact des chaînes d'approvisionnement de vêtements sur la santé humaine, les sols et le climat dans le monde.



“ Le secteur de la mode est responsable de plus de 20% de la pollution industrielle globale de l’eau.

■ Tissus alternatifs

Tandis que les matériaux organiques tels que le coton, le lin, le chanvre ou la viscose soulèvent une multitude de défis environnementaux et sociaux, les matériaux synthétiques comme le nylon ou le polyester ne font guère mieux, car ils sont souvent traités avec de nombreux produits chimiques toxiques qui les rendent encore plus nocifs que les textiles organiques. La fabrication du nylon, par exemple, génère de l'oxyde d'azote, un gaz à effet de serre 310 fois plus néfaste que le CO₂.

Des marques de mode et de vêtements de sport haut de gamme ont commencé à s'intéresser aux tissus respectueux de l'environnement. Citons à titre d'exemple les soies liquides qui utilisent la biogénétique pour répliquer l'ADN de la soie d'araignée, les fibres de marc de café, le plastique recyclé, le cuir vegan à base de champignons ou les technologies modifiant la composition moléculaire du polyester afin de le rendre plus digeste pour les bactéries.

■ Transparence radicale

Les rapports sur les dommages environnementaux, des conditions de travail précaires et le travail des enfants ont miné la confiance des consommateurs dans le secteur de la mode. Comme il est de plus en plus difficile pour ces enseignes de contrôler leur image au-delà des frontières du fait des réseaux sociaux, les clients tendent davantage à se renseigner sur les marques qu'ils achètent. Selon une étude de McKinsey, les Millennials arrivent en tête de ce mouvement, 52% affirmant qu'ils font toujours des recherches sur les marques avant d'acheter, contre 45% de la génération Z et 41% des baby-boomers.

Pour regagner la confiance, de grandes marques introduisent une « transparence radicale » dans leurs chaînes d'approvisionnement. Parmi les innovations figurent l'identification par radio-fréquence sous la forme de fils intégrés dans les textiles grâce auxquels la blockchain peut tracer ceux-ci de leur production jusqu'au consommateur, ou le génotypage permettant de retrouver la région d'origine des fibres de coton.

Grâce à ces nouveautés, les enseignes de mode peuvent mieux surveiller les possibles violations de normes environnementales et sociales dans leur chaîne d'approvisionnement. La transparence radicale signifie également que les clients sont susceptibles de demander des comptes aux entreprises par rapport à leurs exigences, ce qui réduit le risque d'éco-blanchiment et accélère la transition durable.

■ Revente, remise en état et location

Rien qu'au Royaume-Uni, les gens conservent chez eux des vêtements non portés à hauteur de 30 milliards GBP environ, d'après WRAP. Le marché de seconde main prolonge l'utilisation des vêtements, réduisant le volume total de ceux qui finissent dans les décharges. Selon une étude de ThredUp (réalisée avec GlobalData), ce marché devrait doubler ces cinq prochaines années et pourrait atteindre un volume de 51 milliards USD aux États-Unis d'ici à 2024.

Les sociétés de revente sur Internet aident les magasins physiques à accroître leur clientèle en ligne.

Autres exemples de modèles commerciaux de seconde main : la remise à neuf et la location, de vêtements, cette dernière répondant au désir de « nouveautés » en évitant les déchets associés. Plus d'un quart des consommateurs pensent dépenser davantage en location de vêtements ces cinq prochaines années, soit le quadruple du nombre de consommateurs envisageant de déboursier plus en mode éphémère.

Quels qu'ils soient, les modèles commerciaux de seconde main ont un coût direct pour les marques bien établies (fast fashion).

■ Mode lente (slow fashion)

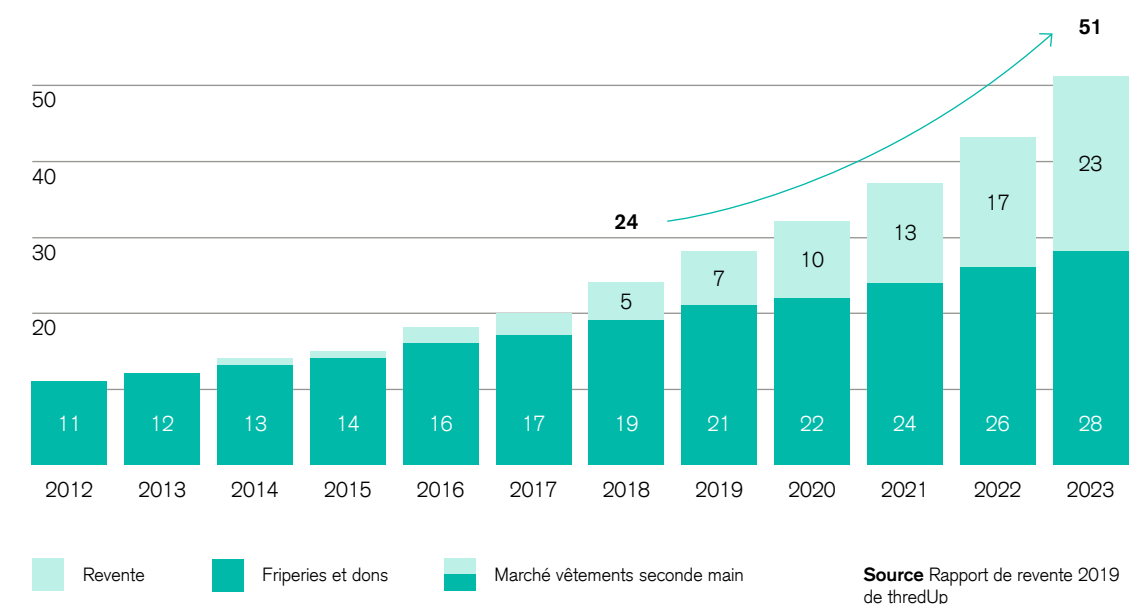
La sensibilisation croissante aux conséquences écologiques et sociales de la mode éphémère a généré un nouveau mouvement dans l'industrie de la mode. A l'antithèse de la mode éphémère, la mode lente applique le principe « acheter moins mais mieux ».

Les entreprises y adhérant rejettent la production de masse pour privilégier une gamme restreinte de produits de meilleure qualité. En 2011 par exemple, une marque de vêtements de sport a lancé une campagne de marketing provocante sous le slogan « N'achetez pas cette veste », énumérant toutes les retombées environnementales néfastes de la fabrication de ce vêtement. Ses ventes ont progressé de près de 33% en un an. Interrogé par le New York Times, le CEO a expliqué que la proposition « mettre la valeur en vogue » avait séduit la petite mais grandissante cohorte de consommateurs soucieux de durabilité.

“ Le marché de seconde main devrait doubler ces cinq prochaines années.

Le marché de seconde main atteindra 51 mrd USD dans 5 ans

Taille du marché des vêtements de seconde main aux États-Unis en milliards USD



Électronique grand public

D'ici à 2025, le nombre des appareils électroniques connectés à Internet devrait dépasser en celui des habitants de la planète par un multiple de dix. Le potentiel économique est considérable : en 2017, le marché mondial de l'électronique grand public était estimé à 1100 milliards USD, et il pourrait excéder 1700 milliards d'ici à 2024 selon une étude de Zion.

Malheureusement, le volume des déchets électroniques – des réfrigérateurs aux ordinateurs en passant par les smartphones et les sèche-cheveux – croît rapidement, puisqu'il a presque doublé en neuf ans. Il s'est élevé à 49,8 millions de tonnes rien qu'en 2018, d'après le Partnership for Action on Computing Equipment. Selon un article du New York Times, il remplirait plus d'un million de camions de 18 roues formant deux files s'étendant entre New York et Bangkok.

La plupart de ces déchets finissent dans des décharges ou ne sont pas correctement éliminés dans l'économie parallèle.

Pourtant, le mode d'élimination de ces déchets peut représenter soit une charge environnementale, soit une ressource économique. En effet, bon nombre des matériaux qui rendent les appareils électroniques si toxiques et difficiles à recycler sont également de plus en plus rares et économiquement précieux. Par exemple, une récente étude de l'Université de Plymouth révèle qu'une tonne de smartphones contient cent fois plus d'or qu'une tonne de minerai d'or. Selon le Forum économique mondial, la valeur réelle des déchets électroniques pourrait s'élever à 62,5 milliards USD par an, un montant supérieur au PIB de la plupart des pays.

Mais saisir cette opportunité implique de revoir les modèles commerciaux classiques. Bien que ce secteur réagisse lentement, on observe des signes de changement :

- **Dématérialisation**
L'obsolescence programmée est une stratégie consistant à réduire délibérément la durée de vie d'un produit, ce qui est avantageux pour les producteurs : plus vite un appareil doit être remplacé, plus vite le consommateur en rachètera un, plus les revenus des ventes augmenteront.
- **Réutilisation et remise en état**
Le marché de seconde main promet de prolonger l'utilisation des appareils électroniques. Par exemple, une société de télécommunications britannique a lancé un programme de recyclage : elle achète des vieux smartphones à ses clients, les remet en état et les revend, principalement en Europe continentale. Selon elle, cette formule a permis de réduire les émissions de CO₂ de 10 000 tonnes et d'économiser plus de 26 millions de litres d'eau en quatre ans seulement.
- **Extraction des déchets électroniques**
Comme déjà évoqué, les déchets électroniques recèlent une grande valeur et notamment des matières premières de plus en plus rares. Le défi consiste à les extraire un seul smartphone pouvant contenir plus de mille substances différentes. Mais difficile ne veut pas dire impossible, et de nouvelles technologies facilitent l'extraction de ces ressources. Selon le WEF, une entreprise de recyclage en Chine affirme récupérer plus de cobalt dans les déchets électroniques que dans les mines du pays en un an. Les producteurs d'appareils électroniques étant contraints de manière accrue de réduire les externalités environnementales, le marché des matériaux récupérés devrait croître.

Une solution consisterait à abandonner les modèles commerciaux fondés sur la vente de produits physiques pour une formule basée sur le service : la dématérialisation, qui se pratique déjà dans de nombreuses branches selon un rapport du Forum économique mondial. Aux Pays-Bas par exemple, une société a commencé à vendre l'éclairage en tant que service. De même, plusieurs entreprises lancent des programmes de leasing de smartphones dans le monde entier. Au lieu de réduire la durée de vie des produits, la dématérialisation incite les producteurs à la prolonger, créant ainsi une synergie entre leurs propres intérêts et ceux de l'environnement.

Une solution consisterait à fabriquer des appareils modulaires aux éléments démontables et remplaçables. Un fabricant néerlandais de smartphones, par exemple, s'est créé une niche de marché en proposant des pièces de rechange à bas prix. Il semblerait que ce modèle séduise de grandes entreprises, qui ont fait des tests de téléphones modulaires, un leader du marché ayant même déposé deux brevets au moins en 2019.

Par rapport à d'autres branches, le secteur de l'électronique grand public a tardé à répondre à la demande de produits plus durables, ce qui s'explique en partie par les barrières élevées à l'entrée de ce marché qui empêchent les nouveaux arrivants de concurrencer les grands acteurs bien établis. Ironiquement, cette branche tellement axée sur la disruption peine à la mettre en œuvre. Mais, comme la demande augmente, il pourrait y avoir de bonnes opportunités à saisir pour combler cette lacune du marché.

“ Les déchets électroniques pourraient remplir plus d'un million de camions de 18 roues formant deux files entre New York et Bangkok.

Alimentation et boissons

L'agriculture représente plus de 70% de l'utilisation d'eau douce et 80% de la déforestation tropicale, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Elle est aussi grandement responsable de la désoxygénation des océans, de la dégradation des sols et du changement climatique. Comme il faudra augmenter la production agricole de plus de 50% ces prochaines décennies pour alimenter une population croissante selon le World Resources Institute, nous devons repenser nos habitudes alimentaires.

Les avantages écologiques et sociaux en résultant pourraient être significatifs. Selon la Banque mondiale, 70% des pauvres de ce monde sont de petits agriculteurs, en majorité des femmes. La transition vers une alimentation durable pourrait garantir une distribution plus juste des bénéfices, soutenant ainsi la réalisation d'autres objectifs de développement durables tels que l'éradication de la faim dans le monde, la réduction

de la pauvreté et l'amélioration de l'égalité des sexes. Certains chercheurs sont convaincus que des pratiques écologiques comme l'agriculture régénératrice pourraient inverser le réchauffement climatique tout en reconstituant les nutriments du sol, en réintroduisant d'anciennes espèces végétales et animales, tout en augmentant la capacité des sols à stocker l'eau, et de ce fait réduisant ainsi la forte empreinte hydrique de l'agriculture et rendant les cultures plus résistantes à la sécheresse et aux fortes précipitations. De même, des pratiques durables de pêche pourraient permettre de reconstituer les stocks d'espèces marines décimées des océans tout en améliorant l'existence des quelque 950 millions de personnes qui dépendent de la mer.

Cette évolution offrirait aussi de grandes opportunités aux investisseurs. L'intérêt des consommateurs pour une alimentation durable augmente. Selon une étude réalisée par Berkley

Il faudra augmenter la production agricole de plus de 50% ces prochaines décennies pour alimenter une population croissante.

en 2017, les produits remplissant des critères de durabilité et de traçabilité représentent un plus grand intérêt que toutes les autres tendances telles que les contrôles de portions, la saveur, la valeur nutritionnelle ou la facilité de préparation. D'après une autre enquête récente commandée par la Direction générale « Commerce » de la Commission de l'UE, 98% des détaillants en alimentation en Europe affirment que les ventes de produits durables ont augmenté ces cinq dernières années, la hausse globale s'établissant à près de 20%.

Avec plus de la moitié des sondés affirmant préférer acheter des aliments produits dans le respect de l'environnement, les opportunités de placement pourraient être importantes.

Fermes technologiques

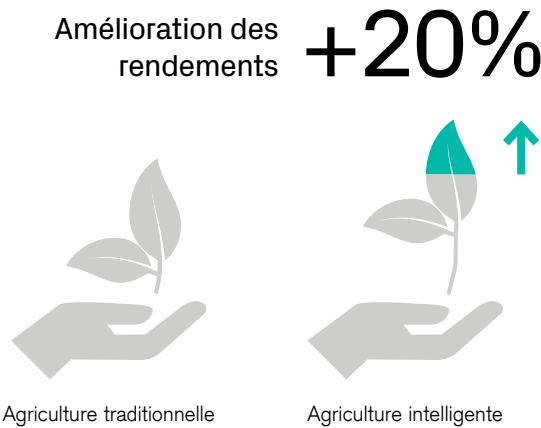
Face à la pénurie d'eau, au changement climatique, à la croissance démographique et à la diminution des terres arables par habitant, l'avenir de l'alimentation dépendra de la capacité de l'agriculture à faire plus avec moins. Les agriculteurs recourent donc davantage à des innovations technologiques telles que les drones, les images satellitaires et les cultures en intérieur.

L'agriculture intelligente, un ensemble d'outils et de pratiques utilisant les technologies de l'information et de la communication, peut mesurer les cultures et les sols avec une précision de quelques centimètres, indiquant comment et quand irriguer, fertiliser et récolter les différentes parties d'un champ, ce qui peut réduire fortement l'utilisation des ressources tout en améliorant les rendements jusqu'à 20%.

D'autres entreprises appliquent les principes d'ingénierie à la biologie, un domaine émergent appelé « biologie synthétique ». En agriculture, cette dernière promet de concevoir des systèmes biologiques mieux adaptés au rapide changement climatique. Ses partisans affirment que de tels systèmes bien conçus pourraient même inverser certains effets nocifs de l'agriculture. Une start-up basée aux États-Unis, par exemple, produit des microbes pouvant être diffusés directement sur des cultures afin de produire de l'azote et de remplacer ainsi les engrais de synthèse. Une autre entreprise utilise les eaux usées de brasseries et d'usines de boissons pour cultiver des bactéries qu'elle transforme en nourriture protéinée pour les poissons d'élevage, supprimant la nécessité de pêcher des poissons sauvages pour les nourrir ces derniers (l'un des grands reproches adressés à l'aquaculture).

Agriculture intelligente

Réduction de l'utilisation des ressources



■ **Agriculture urbaine en intérieur**

Comme plus de 75% de la population mondiale devraient vivre en ville d'ici à 2050, certaines sociétés de l'industrie alimentaire et des bois-sous s'efforcent de produire à proximité. Les exploitations agricoles urbaines en intérieur ont été présentées comme une possible solution au problème de l'alimentation future d'une population croissante. Des systèmes alternatifs tels que les fermes hydroponiques, aéroponiques ou verticales peuvent faire croître des végétaux sans terre, sans soleil ou sans grandes quantités d'eau, réduisant ainsi de 70% ou plus l'utilisation de ressources telles que l'eau.

Si elle était mise en œuvre dans le monde entier, l'agriculture urbaine pourrait produire jusqu'à 180 millions de tonnes métriques de nourriture chaque année, soit 10% environ de la production mondiale de légumes, de tubercules et de cultures maraîchères. Les services écosystémiques supplémentaires liés à ce type d'agriculture (p. ex. réduction de l'effet des îlots de chaleur urbains, prévention du ruissellement des eaux pluviales, fixation de l'azote, lutte contre les parasites) pourraient s'élever jusqu'à 160 milliards USD par an selon une récente étude publiée dans la revue Earth's Future.

■ **Agriculture régénératrice et biologique**

Les inquiétudes suscitées par les effets néfastes des pesticides sur l'environnement et la santé ont dopé la demande d'aliments biologiques. Un lien a été établi entre les composés organophosphorés des pesticides courants et plusieurs problèmes de développement comme l'autisme et le trouble de déficit attentionnel avec hyperactivité (TDAH). On reconnaît de plus en plus que les pesticides, les engrais et d'autres substances chimiques utilisées dans l'agriculture industrielle bouleversent les océans, la faune et le climat. La sensibilisation de l'opinion publique à cet égard a augmenté la demande d'aliments biologiques. Selon Ecovia Intelligence, les ventes de ces produits dans le monde ont dépassé 100 milliards USD pour la première fois en 2018, une hausse de 6% depuis 2017. D'après certains détracteurs, l'agriculture biologique exige davantage de surface pour dégager le même rendement et n'est donc pas une solution pérenne pour nourrir une population croissante. L'agriculture régénératrice pourrait offrir une alternative. Il s'agit d'un ensemble de pratiques (généralement biologiques) qui visent à séquestrer le CO₂ dans le sol tout en améliorant la biodiversité, les bassins versants et les services écosystémiques. À la différence de l'agriculture durable traditionnelle qui cherche à réduire les effets négatifs, l'agriculture régénératrice promet d'inverser activement les dommages causés à la qualité du sol, de l'eau et de l'air.

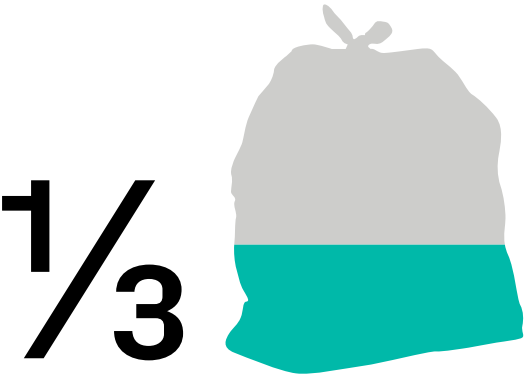
Comme un tiers des terres agricoles ont été abandonnées, cette formule pourrait être la solution clé pour réduire l'expansion de l'agriculture à l'avenir, selon une étude de l'Université de Sheffield.

Limiter les pertes de denrées alimentaires

Environ 33% des aliments destinés à la consommation humaine sont perdus ou gaspillés chaque année. La FAO estime que le coût total de ce grave problème s'élève à près de 2600 milliards USD par an.

Quel gâchis

Pertes de denrées alimentaires



des aliments est perdu ou gaspillé chaque année, soit un coût de 2600 milliards USD par an.

Selon le Boston Consulting Group, une réduction du gaspillage alimentaire grâce à l'amélioration des infrastructures et de l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement pourrait permettre d'économiser quelque 270 milliards USD par an. Il peut s'agir par exemple d'un revêtement végétal invisible contribuant à repousser la décomposition des aliments frais ou d'un logiciel capable de retracer l'origine des pertes. Une société utilisant ce logiciel pourrait réduire jusqu'à 65% le volume des déchets la première année.

D'autres innovations entendent réduire le gaspillage alimentaire dans les pays en développement, lesquels déplorent près de la moitié des pertes. Bien qu'équivalentes aux pertes des pays industrialisés, les pertes des pays en développement interviennent surtout après les récoltes et lors du traitement. Des solutions élémentaires devraient donc être apportées à la fin de la chaîne d'approvisionnement : les silos en métal évitent que des moisissures ruinent les réserves de céréales, et le remplacement des sacs par des cageots peut réduire la détérioration des tomates. Un partenariat public-privé au Kenya par exemple a plus que doublé la quantité d'ali-

ments achetés à des petits agriculteurs grâce à des groupes frigorifiques fonctionnant à l'énergie solaire. Enfin, certaines sociétés trouvent des moyens innovants de recycler les déchets alimentaires en d'autres produits. Par exemple, la transformation de grains de café en bûches et en palets de biomasse ou le recyclage de restes alimentaires en de nouveaux mets (en-cas à base de parures de poitrine de poulet, purées de légumes, etc.). Avec la prolifération de telles initiatives, les déchets pourraient devenir des biens précieux à part entière.

■ **Alimentation à base de plantes**

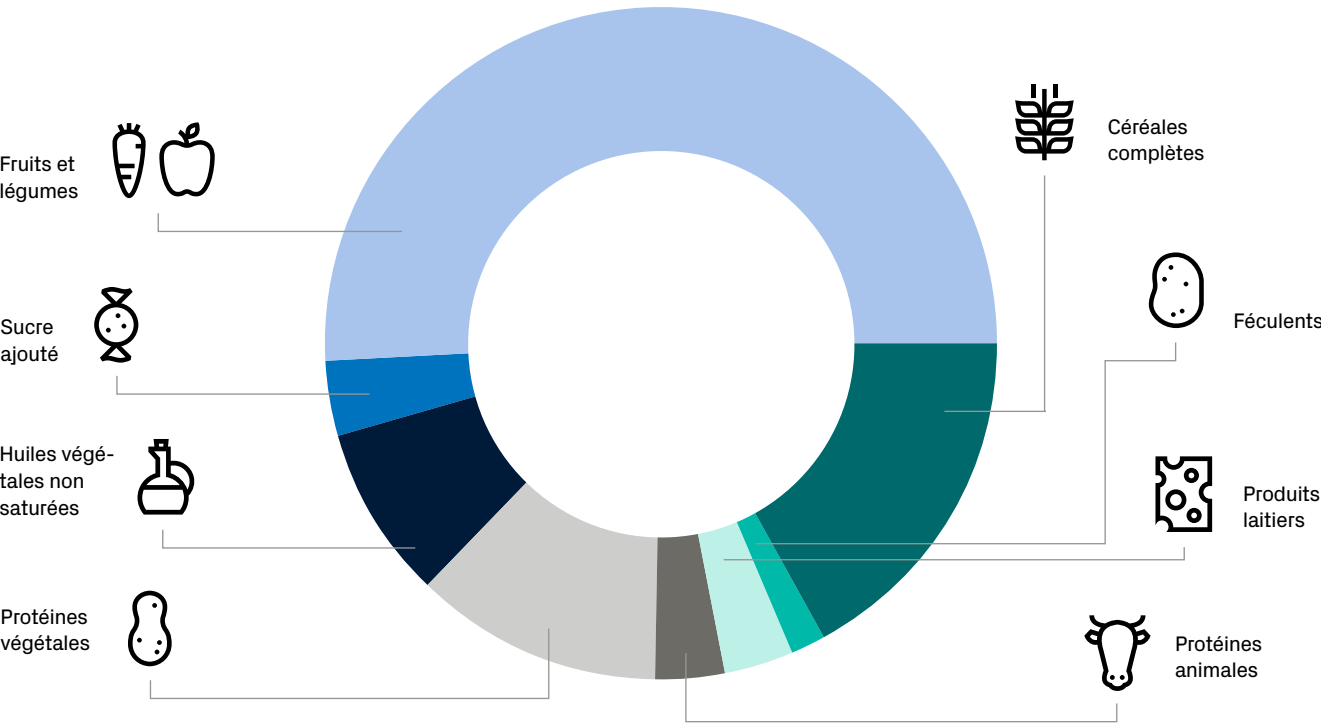
Selon une étude récente de l'Université d'Oxford, si tous les êtres humains adoptaient une alimentation à base de plantes, il serait possible de réduire de plus de 75% les terres agricoles du globe, soit la superficie combinée des États-Unis, de la Chine, de l'Union européenne et de l'Australie, ce qui freinerait considérablement la déforestation, les pertes de biodiversité et les extinctions de masse. Le bétail occupe 83% des terres agricoles du

monde, mais ne fournit que 18% des calories. Il est aussi responsable de 18% des émissions de gaz à effet de serre mondiale, un taux supérieur à celles de tous les types de transport réunis. En outre, les recherches de l'American Heart Association révèlent qu'une alimentation essentiellement végétale (70% au moins de repas non carnés) permettrait de réduire considérablement le nombre de décès liés aux infarctus, AVC et autres maladies cardiovasculaires.

Au vu de tels avantages pour l'environnement et la santé, il n'est pas surprenant que les consommateurs (des pays à revenus élevés tout au moins) s'intéressent davantage à la diversification de leur alimentation, réduisant leur consommation de viande et augmentant celle des aliments d'origine végétale. D'après les études de Mintel, les ventes d'aliments sans viande au Royaume-Uni ont progressé de 22% entre 2013 et 2018. La tendance devrait se poursuivre, ce marché étant susceptible de croître de 44% d'ici à 2023.

Une alimentation durable

L'assiette santé planétaire



En 2019, la commission EAT-Lancet a défini un standard de régime alimentaire sain universel pour nourrir une population croissante tout en élaborant des systèmes d'alimentation durables réduisant les dégâts causés à la planète. Bien que la viande reste en faible portion dans l'assiette, la commission souligne que les pays développés devraient réduire leur consommation de viande de 80% et les pays en développement de 50%.

Source EAT Foundation

Mobilité

Comme Elizabeth Kolbert l'a exposé dans un article du New Yorker, le mode de transport le plus populaire dans la plupart des villes occidentales au milieu du XIX^e siècle était le tramway tiré par des chevaux. En 1880, New York comptait plus de 150 000 chevaux, chacun d'eux produisant en moyenne 10 kg de fumier par jour. Les urbanistes ont averti qu'en l'absence de mesures immédiates, les villes à travers le monde seraient bientôt « inondées de crottin ». Puis, à la fin du siècle, la crise s'est évanouie presque sans bruit. En 1912, le nombre d'automobiles dépassait celui des chevaux à New York.

Aujourd'hui, les moyens de transport font face à un nouveau défi : le changement climatique. Des avions aux automobiles, les transports sont majoritairement propulsés par des combustibles

fossiles. Le secteur mondial des transports est responsable de 14% environ des émissions de gaz à effet de serre. Sans mesures énergiques et durables, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques estime que ces émissions devraient doubler d'ici à 2050.

À ce problème s'ajoute celui des embouteillages. La population citadine a quadruplé ces cinquante dernières années et le nombre de voitures et de motos a sextuplé. Neuf personnes sur dix vivent aujourd'hui dans des endroits où la qualité de l'air est inférieure aux limites saluaires selon l'Organisation mondiale de la Santé. Sept millions d'individus en décèdent chaque année. Sans une adaptation rapide des modes et des habitudes de déplacement, les villes vont devenir littéralement suffocantes.



Approche à contre-courant : les véhicules électriques sont-ils durables ?

Certains détracteurs se demandent si les véhicules électriques (VE) sont plus durables que les véhicules à moteur à combustion classiques. La construction des VE exige plus d'aluminium (pour compenser le poids des batteries), plus de cuivre (pour conduire l'électricité), plus de lithium et de minéraux de terres rares. Leur production dégage donc davantage de gaz à effet de serre que celle des véhicules non électriques.

Pour répondre à cette question, le Centre international de référence pour le cycle de vie des produits, processus et services (CIRAIG) a analysé le cycle de vie des intrants et des extrants des VE ainsi que leur impact environnemental, de l'extraction de leurs matières premières jusqu'à leur élimination.

Sans grande surprise, l'étude montre qu'un VE est propre dans la même mesure que le réseau électrique qui l'alimente. Toutefois, même avec l'électricité la plus verte, c'est la distance parcourue par un VE par

rapport à celle d'un véhicule classique qui détermine au final s'il est judicieux de sauter le pas sur le plan écologique. Au Québec, par exemple, où 99% de l'électricité proviennent de sources renouvelables, un VE devrait rouler plus de 50 000 km avant de supplanter un véhicule classique en termes de gaz à effet de serre. Mais en Allemagne, où les combustibles fossiles entrent encore pour une large part dans la production d'électricité, il devrait parcourir au moins 150 000 km avant d'être plus écologique.

“ Le secteur mondial des transports est responsable de 14% environ des émissions de gaz à effet de serre.

Pourtant, comme dans le cas des tramways tirés par des chevaux il y a cent ans, les innovations technologiques bouleversent l'avenir de la mobilité. De l'électrification à l'Internet des objets, de nombreuses tendances convergent pour faciliter la transition vers des modes de transport plus propres :

■ **Électrification**

Si vous pensez à l'avenir de la mobilité, un mot vous viendra probablement à l'esprit : électricité.

Du tout électrique aux formules hybrides, la mobilité électrique progresse à un rythme rapide. D'après l'Agence internationale de l'énergie, il y avait plus de cinq millions de voitures électriques sur les routes en 2018, contre deux millions en 2017. Le nombre de VE neufs vendus dans le monde a presque doublé.

L'électrification est motivée par une combinaison d'innovations politiques et technologiques. Pour juguler la pollution, la Chine a introduit des subventions pour les VE en 2010 et rendu plus difficile l'immatriculation des véhicules à combustion. C'est désormais le plus grand marché de VE du monde. De même, en 2018, l'Union européenne a approuvé plusieurs instruments politiques importants pour soutenir la croissance de ce secteur, notamment de nouvelles normes de consommation de carburant, des incitations pour favoriser le déploiement des chargeurs de VE, l'achat public de bus électriques. De grandes villes européennes comme Paris, Madrid, Oslo, Bruxelles, Berlin, Hambourg et Stuttgart prévoient d'interdire tous les véhicules de leurs centres hormis les VE d'ici à 2030.

L'innovation est un autre facteur de croissance du marché des VE. Depuis 2010, le coût moyen des batteries lithium-ion a chuté de 85%, et il devrait encore baisser ces dix prochaines années sous l'effet d'économies d'échelle, de l'amélioration de la chimie des batteries et des systèmes de gestion de celles-ci. D'ici à 2022, Bloomberg New Energy Finance estime que le coût des VE passera en-dessous de celui des véhicules à combustion.

■ **Mobilité partagée**

De Shanghai à New York, des consommateurs du monde entier troquent leurs véhicules pour la mobilité partagée. Selon un rapport de McKinsey datant de 2016, de nouveaux modèles commerciaux basés sur cette dernière pourraient faire augmenter la valeur de ce marché de 1500 milliards USD d'ici à 2030.

Une telle évolution est favorable non seulement aux investisseurs qui s'y engagent, mais aussi à l'environnement. En réduisant la durée d'immobilité d'une voiture en stationnement, le covoiturage fera fortement reculer les achats de véhicules neufs, atténuant ainsi les problèmes environnementaux liés à leur production et à leur élimination. En outre, la mobilité partagée peut compléter l'offre des transports publics là où celle-ci présente des lacunes.

La micro-mobilité en particulier pourrait améliorer l'accès aux transports publics, réduire le nombre de voitures sur les routes ainsi que l'empreinte écologique des pendulaires. Il s'agit des déplacements grâce à des véhicules très légers tels que des scooters électriques, des skateboards ou des vélos. Selon l'analyse du magazine Wired, un kWh permettrait à une voiture à essence de parcourir 1,3 km, une voiture électrique 6,6 km et un scooter

électrique 133,25 km. Pour le prix d'un seul Tesla Model 3 (53 000 USD), une ville pourrait acheter plus d'une centaine de scooters électriques de qualité, une solution plus abordable pour certaines mégapoles en forte croissance dans les pays émergents.

■ **Infrastructures**

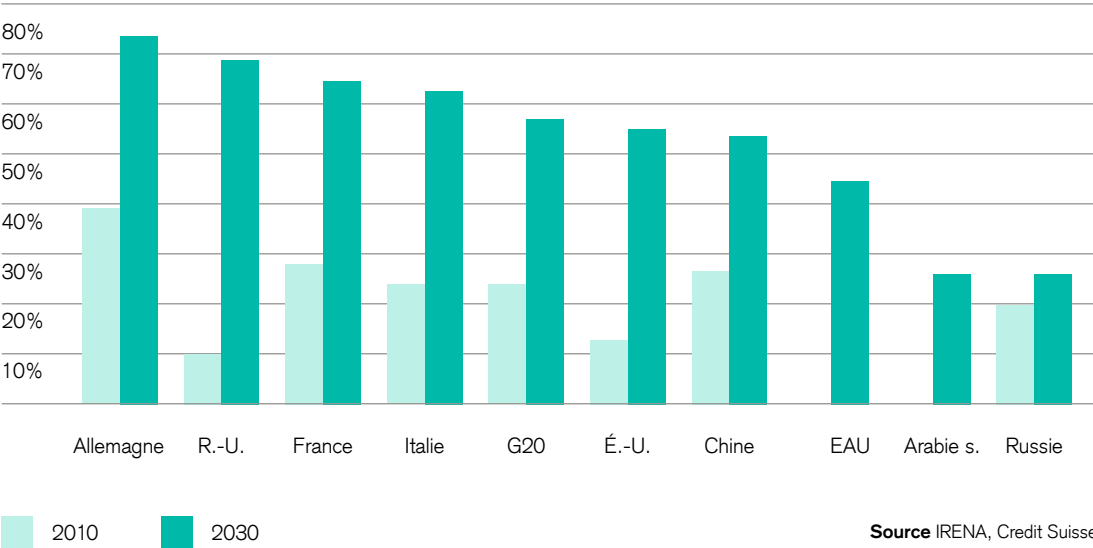
Enfin, la transition vers la mobilité durable va nécessiter d'importants investissements en infrastructure. Si tout le parc de véhicules devenait électrique, la demande en électricité augmenterait de 20% à 30%. Toutefois, à moins que l'électricité ne provienne de sources renouvelables, les VE augmenteraient les émissions de gaz à effet de serre liées à la circulation au lieu de les réduire.

De même, aucune des solutions de mobilité individuelle mentionnées ici ne peut dispenser la nécessité d'améliorer les transports en commun. Bien que les innovations telles que les VE et la mobilité partagée puissent résoudre une partie du problème, les transports publics, en particulier s'ils sont électriques, restent le moyen de déplacement le plus durable dans les zones urbaines et périurbaines.



Il est temps de changer

Part des énergies renouvelables dans la production totale d'électricité



Produits ménagers et d'hygiène-beauté

Pendant des décennies, les produits ménagers et d'hygiène-beauté ont connu une croissance quasiment ininterrompue. Les slogans de marketing martelant que les bactéries sont mauvaises et que la beauté s'obtient grâce à toutes sortes de produits ont remporté un grand succès. Un ménage américain moyen dépense 600 à 800 USD annuellement en produits de nettoyage.

Paradoxalement, la quête de propreté a rendu notre environnement plus sale que jamais. Les substances chimiques des produits ménagers et d'hygiène filent dans les cours d'eau, contaminent l'air de microparticules, agressent la biodiversité et la faune, et peuvent entrer dans la chaîne alimentaire. Selon une étude récente, une exposition prolongée aux produits pulvérisés a un impact similaire sur les poumons à celui de fumer un paquet de cigarettes par jour.

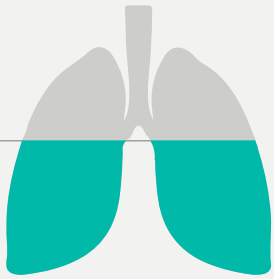


Nettoyage vert

Sur 2000 produits de nettoyage analysés,

53%

contiennent des substances irritantes pour les poumons.



Marché des produits de nettoyage verts : croissance attendue (en USD)



Produits de beauté naturels et bio

Exemples de composants controversés dans les produits d'hygiène :

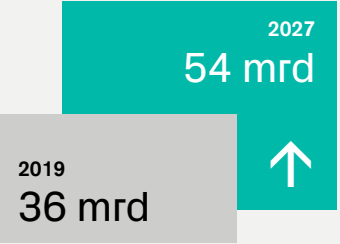


- aluminum
- goudron de houille
- conservateurs libérant du formaldéhyde

4000 tonnes de crème solaire polluent les océans chaque année.*

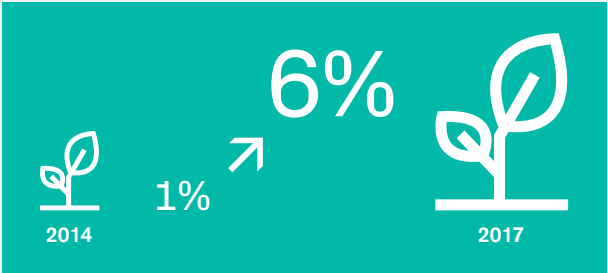
*Cause de graves problèmes tels que la prolifération d'algues vertes, des malformations congénitales chez les animaux et le blanchiment du corail.

Marché des cosmétiques naturels : croissance attendue (en USD)



Véganisme / sans cruauté

Population végétane aux États-Unis :



Croissance attendue du marché des cosmétiques :

6% par an (2019-2023)



Source Voir références en page 42

Tout ce qui brille n'est pas d'or (mica)

Le mica, un groupe de 37 minéraux cristallins, a été pendant longtemps le principal composant utilisé pour faire briller les choses. Mais il a un côté beaucoup plus sombre à cette substance brillante. On estime que 25% du mica produit dans le monde proviennent de mines illégales, dont plusieurs emploient des enfants dans des conditions dangereuses et les exploitent souvent.

La Responsible Mica Initiative a été lancée pour promouvoir des pratiques justes, accroître la traçabilité tout au long des chaînes d'approvisionnement, responsabiliser les communautés locales et créer des conditions légales et décentes pour les personnes concernées. Plusieurs grandes marques de cosmétiques y ont adhéré, le but étant d'obtenir une chaîne d'approvisionnement intégralement durable d'ici à 2022 pour le mica.



Investir dans le thème « Le consommateur responsable »

Entretien avec Lombard Odier

L'intérêt pour la consommation durable augmente. S'agit-il d'une mode éphémère ?

Aujourd'hui, l'économie mondiale est confrontée à de multiples défis qui exigent d'urgence des solutions durables : gaspillage alimentaire, utilisation du plastique, augmentation des émissions de gaz à effet de serre, etc. Ces problèmes incitent les régulateurs, les entreprises et les consommateurs (trois acteurs fortement interconnectés) à changer de comportement.

Les améliorations opérées dans un domaine soutiennent ou créent souvent de nouvelles initiatives dans un autre, promouvant les changements à travers les secteurs et les chaînes de création de valeur. Ce n'est pas quelque chose d'éphémère. Il s'agit d'une évolution structurelle qui devrait à notre avis stimuler une transition rapide vers un système plus durable.

Y voyez-vous une menace ou une opportunité pour les entreprises ?

Une transition d'une telle ampleur présente naturellement un risque de disruption pour les entreprises qui ne veulent ou ne peuvent pas changer. Néanmoins, elle va générer des opportunités à large échelle et une croissance rentable pour les sociétés qui souhaitent réellement intégrer la durabilité dans leur ADN et relever les défis particulièrement cruciaux pour leur secteur.

Dans l'industrie alimentaire par exemple, les projections montrent que l'agriculture de précision offre des opportunités à hauteur de 250 milliards USD, avec notamment la surveillance des cultures en temps réel, l'irrigation et l'apport de nutriments sur demande, le pilotage de véhicules automatisés et l'ensemencement sur mesure, autant de pratiques qui permettent d'améliorer les rendements. Une priorité absolue est bien sûr l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que l'amélioration de la conservation, de l'utilisation de l'eau et de la distribution des aliments nécessitera d'importants investissements, que nous présentons déjà aux investisseurs.

Pensez-vous que les établissements financiers ont un rôle à jouer dans la promotion de la durabilité ?

Nous pensons que la durabilité sera le principal facteur de rendement et qu'elle devrait donc être au cœur de toute décision de placement aujourd'hui. Comme les moteurs clés de changement accélèrent, les opportunités de placements durables présentent un potentiel de croissance et de rendements supérieur à la moyenne. Chez Lombard Odier, nous estimons essentiel de bien distinguer les gagnants et les perdants de cette transition vers une économie durable. Les gagnants seront les entreprises ayant une solide assise financière, des pratiques commerciales saines et un modèle commercial performant sur le long terme.

Nous identifions quatre grands thèmes de placement en matière de consommation durable : alimentation durable, chaînes d'approvisionnement durables, styles de vie durables et systèmes urbains durables. Plus important encore, nous pensons que la transition vers une économie plus durable est un défi intersectoriel qui crée des opportunités au-delà des secteurs de consommation traditionnels.

Les établissements financiers, notamment Lombard Odier et le Credit Suisse, sont donc également des acteurs du changement. Un nombre croissant d'investisseurs étant conscients des risques financiers inhérents aux défis liés à la durabilité et de l'ampleur des opportunités offertes par cette transition, ils exigent de plus en plus de compte rendus des entreprises et de leurs conseils d'administration.

Tourisme durable

Les progrès réalisés en mobilité ont été spectaculaires ces dernières décennies. L'augmentation du nombre de destinations et la baisse des coûts moyens des billets d'aviation ont permis aux gens de voyager dans le monde entier rapidement et à un prix abordable. En 2018, le tourisme a vu ses recettes augmenter pour la neuvième année consécutive. Alors qu'il est bénéfique à bien des égards pour un pays (élan économique, développement des infrastructures, croissance de l'emploi), il pose également des défis environnementaux et sociaux considérables.

Le tourisme excessif peut avoir un impact écologique désastreux. Selon l'ONU, c'est le quatrième plus grand pollueur en Europe ; et il représente environ 8% des émissions mondiales de CO₂. D'autres conséquences environnementales du tourisme incluent la pollution de l'air, l'érosion, la déforestation et la détérioration des récifs coralliens entre autres.

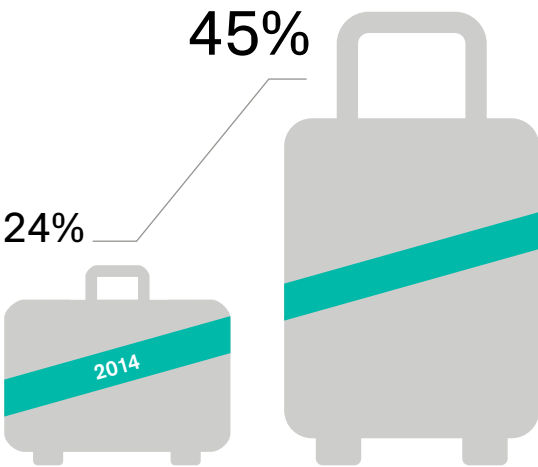
Ses retombées néfastes du tourisme de masse ne se limitent pas à l'environnement. Du fait des bas salaires et des contrats saisonniers de ce secteur, il arrive que les communautés locales ne touchent pas une part équitable des dépenses des visiteurs. En outre, le tourisme est parfois associé à des violations des droits de l'homme, comme la traite d'êtres humains et le travail forcé, ou à une augmentation de la criminalité.



Heureusement, de nouvelles tendances telles que le tourisme durable gagnent en dynamique grâce à ceux qui souhaitent voyager de manière plus responsable. En avril 2019, le site Booking.com, qui a interrogé plus de 18 000 utilisateurs, a constaté que la sensibilisation au problème et l'intérêt porté au tourisme responsable avaient presque doublé ces dernières années. En 2014, seuls 24% des sondés considéraient la durabilité comme un aspect important de leurs voyages. En 2018, ils étaient 45%. Les consommateurs sont désormais plus conscients de l'impact que leurs actes peuvent avoir sur la planète et ses habitants.

Tourisme responsable

La prise de conscience a presque doublé ces dernières années



Malgré sa popularité croissante, le tourisme durable reste confronté à de nombreux défis qui pourraient empêcher son essor. Le tourisme étant tributaire des transports, il n'est durable que si les avions, les trains, les voitures et les croisières le sont (voir « Mobilité » page 28). De même, des études montrent que seuls 4% du secteur du voyage offrent des produits et/ou services responsables. Il y a là une profonde lacune du marché étant donné que près de la moitié des voyageurs manifestent leur intérêt pour le tourisme durable.

Il est néanmoins réjouissant d'observer des changements du côté de l'offre, des organisations commençant à garantir davantage de transparence aux clients. Par exemple, un nombre croissant de chaînes hôtelières ont décidé de réduire le gaspillage alimentaire de 50% d'ici à 2025, d'autres veulent supprimer les petits flacons en plastiques pour lutter contre les déchets en plastique.

Le tourisme durable devient incontournable. Les effets dévastateurs du tourisme de masse ont confirmé que les consommateurs, les gouvernements et les entreprises doivent adopter une approche responsable.

Conclusion

Dans son best-seller de 1968 intitulé « La Bombe P », Paul R. Ehrlich, professeur de biologie à Stanford, avait prédit que la surpopulation provoquerait un « apocalypse ». Il estimait qu'une famine massive liée à l'appauvrissement des ressources frapperait des centaines de millions de personnes à travers le monde dans les dix années suivantes. En 1985, les ressources de première nécessité seraient proches de l'épuisement, ce qui ferait flamber les prix. La famine du peuple s'accompagnerait, pour les secteurs économiques, d'une pénurie de matières premières indispensables.



À l'époque, les prédictions d'Ehrlich semblaient fondées. La croissance démographique était exponentielle, mais ce n'était pas le cas des ressources.

Nous voilà cinquante ans plus tard : la population mondiale a continué de croître, mais pas la faim. La part de la population mondiale vivant dans la pauvreté absolue a chuté de plus de 50%. Au lieu de l'apocalypse annoncé par Ehrlich, nous traversons « une ère de prospérité sans précédent à l'échelle mondiale ».

Que s'est-il produit dans le monde depuis 1968 pour que les prévisions de Paul Ehrlich soient si « comiquement erronées », selon l'expression de l'un de ses plus farouches détracteurs ? L'humanité a tout simplement découvert des moyens ingénieux d'échapper à sa bombe P. Tandis qu'Ehrlich prédisait une imminente pénurie de denrées alimentaires, elle a imaginé de nouveaux procédés agricoles (augmentant jusqu'à 100% les rendements de certaines cultures). Lorsqu'il prétendait que le nombre de gisements de pétrole économiquement exploitables stagnerait, elle a élaboré des techniques pour en trouver de nouveaux et les exploiter (sans parler des nouvelles sources d'énergie telles que le solaire et la géothermie). Et quand il affirmait que le manque d'eau ferait rapidement chuter les rendements agricoles, le monde a inventé de nouveaux types de cultures moins gourmandes en eau.

Mais le postulat à la base des prédictions de Paul Ehrlich reste valable : si elles ne sont pas gérées de manière responsable, les ressources de la planète finiront par s'épuiser. Nous repoussons déjà les limites de ce que la nature peut supporter.

La décorrélation fait référence à un avenir théorique dans lequel la croissance économique se poursuivrait sans détériorer davantage l'environnement. Si nous voulons continuer à prospérer (et échapper à l'apocalypse d'Ehrlich), il faudra rapidement décorrélérer la consommation de la dégradation écologique à laquelle elle est associée. Phénomène réjouissant, le monde relève à nouveau le défi. Avec de nouvelles solutions comme la mode lente (slow fashion) et l'agriculture régénératrice, l'avenir de la consommation sera durable.

Les investisseurs jouent un rôle important dans cette évolution. En procurant des capitaux d'amorçage et de croissance à l'innovation durable, ils peuvent directement financer la transition vers une économie plus responsable. En achetant des actions de sociétés à la pointe de la transition, ils signalent au marché qu'une production et une consommation durables sont cruciales. Enfin, ceux qui font entendre leur voix en tant qu'actionnaires contribuent grandement à inciter les entreprises à adopter une orientation plus durable.

Il s'agit à la fois d'une bonne chose pour le monde et d'investissements judicieux. De la mode durable à l'électronique zéro-déchet, la décorrélation pourrait générer des opportunités à hauteur de 4500 milliards USD par an. Les investisseurs feraient donc bien de tenir compte du fait que la demande de produits durables n'a jamais été aussi forte et que les régulateurs durcissent le ton avec les contrevenants.

Impressum

Auteurs

Nicole Neghaiwi
Alexandra Stettler
Vivienne E. Yang

Contributeurs

Marisa Drew
Dana Barsky
Aurelie Gupta
Steven Bates
Thomas Erdmann
Lombard Odier

Équipe de rédaction

Christa Jenni
Catherine McLean Trachsler

Gestion du projet

Camilla Damm Leuzinger
Claudia Biri

Clôture de rédaction

13 septembre 2019

Design

LINE Communications AG

Informations importantes

Le présent document a été élaboré par CREDIT SUISSE GROUP AG et/ou ses sociétés liées (« Credit Suisse »).

Il est fourni à des fins d'information et d'illustration uniquement. Il ne constitue pas une publicité, une évaluation, une analyse de placements, des recommandations de recherche, des recommandations de placement ni des informations recommandant ou suggérant une stratégie de placement, et il ne contient pas d'analyse financière. En outre, il ne constitue ni une sollicitation, ni une offre publique ou privée de souscrire ou d'acheter des produits ou des services. Les indices de référence, s'ils sont mentionnés, sont utilisés à des fins de comparaison uniquement. Les informations contenues dans le présent document ont été fournies à titre de commentaire général uniquement et ne sauraient constituer une recommandation personnelle, un conseil en placement, un conseil ou une recommandation juridique, fiscal(e) ou comptable, ni un service financier, sous quelque forme que ce soit. Il ne prend pas en compte les objectifs de placement, la situation ou les besoins financiers, ni les connaissances et l'expérience d'une quelconque personne. Les informations fournies ne visent pas à constituer une base quelconque sur laquelle fonder une décision d'investissement, de désinvestissement ou de conservation. Le Credit Suisse recommande que les personnes potentiellement intéressées par les éléments exposés dans ce document se procurent des informations et des conseils pertinents (notamment sur les risques) avant de prendre toute décision de placement.

Les informations contenues dans le présent document ont été fournies à la date de rédaction et peuvent ne plus être d'actualité à la date à laquelle le lecteur reçoit ou peut accéder à ces informations. Le présent document peut être modifié à tout moment, sans préavis et sans obligation de mise à jour.

Dans la mesure où il contient des déclarations relatives à la performance future, celles-ci ont un caractère prévisionnel et sont soumises à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Il est à noter que les rendements historiques, les performances antérieures et les scénarios de marché financier ne sont pas des indicateurs fiables de résultats futurs. Des pertes importantes sont toujours possibles.

Le présent document n'est pas destiné à être distribué ou utilisé par quelque personne ou entité que ce soit qui serait citoyenne, résidente ou située dans un pays où une telle diffusion, publication, mise à disposition ou utilisation serait contraire à la législation ou à la réglementation en vigueur ou soumettrait le Credit Suisse à des obligations d'enregistrement ou de licence au sein de ladite juridiction.

Le destinataire est informé qu'une relation d'affaires peut exister entre une entité juridique mentionnée dans le présent document et une entité du Credit Suisse et qu'il n'est pas exclu que des conflits d'intérêts potentiels puissent résulter de cette relation.

Ce document a été préparé à partir de sources considérées comme fiables par le Credit Suisse, mais son exactitude et son exhaustivité ne sauraient être garanties.

Le Credit Suisse peut fournir ou avoir fourni au cours des 12 derniers mois des conseils ou des prestations de placement conséquents en rapport avec toute société ou tout émetteur mentionné.

Ce document peut contenir des liens vers des sites Internet ou fournir des adresses permettant d'y accéder. Le Credit Suisse n'a pas vérifié les sites Internet en question et n'assume aucune responsabilité quant à leur contenu. Ces adresses et ces liens (y compris les adresses et les liens vers les propres sites du Credit Suisse) sont fournis exclusivement à titre d'information, et le contenu des sites Internet ne fait pas partie du présent document. L'accès à ces sites Internet ainsi que l'utilisation, depuis les sites du Credit Suisse ou à partir du présent document, des liens mentionnés dans ce dernier relèvent de votre propre responsabilité.

Le présent document est réservé au seul usage de la personne pour laquelle il a été publié par le Credit Suisse. La reproduction intégrale ou partielle du présent document sans l'accord écrit du Credit Suisse est interdite.

Si distribué par Credit Suisse Securities (India) Private Limited en Inde : Le présent document est distribué par Credit Suisse Securities (India) Private Limited (n° CIN U67120MH1996PTC104392), qui est réglementé par le Securities and Exchange Board of India en tant que gestionnaire de portefeuille (n° d'enregistrement INP000002478), analyste de recherche (n° d'enregistrement INH 000001030), et courtier en valeurs mobilières (n° d'enregistrement INZ000248233), et dont l'adresse enregistrée est : 9th Floor, Ceejay House, Dr. A.B. Road, Worli, Mumbai - 18, India, T- +91-22 6777 3777.

Si distribué par Credit Suisse Financial Services (Israel) Ltd. en Israël : Le présent document est distribué par Credit Suisse Financial Services (Israel) Ltd. Credit Suisse AG, y compris par les services proposés en Israël. Il n'est pas surveillé par le superviseur des banques de la Banque d'Israël, mais par l'autorité de contrôle bancaire compétente en Suisse. Credit Suisse Financial Services (Israel) Ltd. est un conseiller en placement agréé en Israël et ses activités de conseil en placement sont par conséquent soumises au contrôle de l'Autorité israélienne des valeurs mobilières (Israel Securities Authority, ISA).

Si distribué par Credit Suisse Securities (Japan) Limited (« CSJL ») au Japon : Au Japon, ce document est distribué par Credit Suisse Securities (Japan) Limited (« CSJL »), une société d'instruments financiers enregistrée (directeur général du bureau des finances local du Kanto (Kinsho) n° 66). CSJL est membre de la Japan Securities Dealers Association, de la Financial Futures Association of Japan, de la Japan Investment Advisers Association et de la Type II Financial Instruments Firms Association.

Afrique du Sud : Les entités juridiques Credit Suisse AG (n° FSP 9788) et Credit Suisse UK (n° FSP 48779) sont enregistrées en tant que prestataires de services financiers auprès de la Financial Sector Conduct Authority d'Afrique du Sud.

États-Unis : Ce document est publié et distribué aux États-Unis par CSSU, un membre du NYSE, de la FINRA, de la SIPC et de la NFA, et CSSU assume la responsabilité de son contenu. Les clients doivent contacter les analystes et faire exécuter les transactions via une société affiliée du Credit Suisse ou la société affiliée dans la juridiction de leur domicile, sauf disposition contraire du droit applicable.

Copyright © 2019 CREDIT SUISSE GROUP AG et/ou sociétés liées. Tous droits réservés.



Références

ABTA (2019). Travel Trends Report.

Accenture. Lacy, Peter & Rutqvist, Jakob (2015). Waste to Wealth: The Circular Economy Advantage. 1st ed. English: Palgrave Macmillan.

BloombergNEF (2019). A Behind the Scenes Take on Lithium-ion Battery Prices.

Boon Kauffman, et al. (2017). The jumbo carbon footprint of a shrimp: carbon losses from mangrove deforestation. Frontiers in Ecology and Environment.

BloombergNEF, McKinsey & Company (2016). An integrated Perspective on the Future of Mobility.

Boston Consulting Group (2018). Tackling the 1.6 Billion-Ton Food Loss and Waste Crisis.

Breitbart et al. (2018). Declining oxygen in the global ocean and coastal waters. Science. Vol 359.

Center for Responsible Travel (2018). The Case for Responsible Travel.

Changing Markets Foundation (2018). Dirty Fashion Revisited: Spotlight on a polluting Viscose Giant.

CIRAIG (2019). Comparaison des Filières de Production d'Électricité et des bouquets d'Énergie 'Électrique.

Clinton et al. (2018). A Global Geospatial Ecosystem Services Estimate of Urban Agriculture. Earth's Future.

CoolProducts, Right to Repair, European Environmental Bureau (2019). Cool products don't cost the earth.

Crawford, Amy (2018). Big Data Suggests Big Potential for Urban Farming. Wired Magazine.

Credit Suisse (2019). The Age of Plastics at a tipping point.

Davies RWD, et al. (2009). Defining and estimating global marine fisheries bycatch. Marine Policy.

Danovaro, et al. (2008). Sunscreens cause coral bleaching by promoting viral infections. Environmental Health Perspectives.

Dimson et al. (2012). Active Ownership. Review of Financial Studies.

Ecovia Intelligence (2019). Global Organic Food & Drink Market Trends and Outlook.

Ellen MacArthur Foundation (2017). A New Plastics Economy.

Ellen MacArthur Foundation and McKinsey & Co (2013). Towards the Circular Economy.

Ellen MacArthur Foundation (2017). A new textiles economy: Redesigning fashion's future.

Environmental Working Group (2019) EWG's Guide to Healthy Cleaning.

Epstein, David (2019). The Peculiar Blindness of Experts. The Atlantic.

EU Commission Directorate General for Trade (2019). The European Union Market for Sustainable Products: The Retail Perspective on Sourcing Policies and Consumer Demand.

European Climate Foundation, Business for Social Responsibility, University of Cambridge Institute for Sustainability Leadership, Cambridge Judge Business School (2014). Climate Change: Implications for Transit.

Food and Agriculture Organization of the United Nations (2016). The State of World Fisheries and Aquaculture.

FutureCast, Barkley (2017). The Snack Hack.

Future Markets Insight (2019). An Incisive, In-depth Analysis on the Natural Cosmetics Market.

Global Impact Investing Network (2018). Annual Impact Investing Survey.

Global Fashion Agenda and the Boston Consulting Group. (2017). Pulse of the Fashion Industry 2017.

Global Sustainable Investment Alliance (2018). 2018 Global Sustainable Investment Review.

Global Data (2017). Top Trends in Prepared Foods 2017.

Henderson, Richard (2019). Fund managers turn their focus to millennials. Financial Times.

Human Rights Watch (2018). Hidden chains: Rights abuses and forced labor in Thailand's fishing industry.

Hyunju et al. (2019). Plant-Based Diets Are Associated With a Lower Risk of Incident Cardiovascular Disease, Cardiovascular Disease Mortality, and All-Cause Mortality in a General Population of Middle-Aged Adults. Journal of the American Heart Association.

International Energy Agency (2019). Global EV Outlook 2019.

International Food Information Council Foundation (2019). Food and Health Survey.

IPBES (2019). Global Assessment on Biodiversity and Ecosystem Services.

ITU (2017). Global E-Waste Monitor 2017.

Ivanova et al. (2015). Environmental Impact Assessment of Household Consumption. Journal of Industrial Ecology.

Jones, Nicola (2018). How to stop data centres from gobbling up the world's electricity. Nature.

Kolbert, Elizabeth (2009). Hosed. New Yorker.

Lanzen et al (2018). The carbon footprint of global tourism. Nature Climate Change.

Larmer, Brooke (2018). E-Waste Offers an Economic Opportunity as Well as Toxicity. New York Times.

Markets & Markets (2017). Smart Agriculture Market by Agriculture Type.

McKinsey & Company (2013). Bringing energy efficiency to the fab.

McKinsey & Company, Business of Fashion (2019). The State of Fashion 2019.

Mintel (2018). UK Meat-Free Foods Market Report.

Morgan, A Ross, M., Siegle, L., McCartney, S., Firth, L., Shiva, V., & Blickenstaff, D. (2015). The true cost.

New York University. Stern Center for Sustainable Business (2019). Sustainable Share Index: Research on IRI Purchasing Data (2013-2018)

Nielsen (2015). Nielson Global Survey of Corporate Social Responsibility and Sustainability.

Nielsen (2018). What's sustainability got to do with it? Linking sustainability claims to sales.

Oxfam Australia (2019). Made in Poverty: The True Price of Fashion.

Pollan, Michael (2006). What's Eating America. The Smithsonian.

Poore, J & Nemecek, T. (2019). Reducing food's environmental impacts through producers and consumers. Science.

Research and Markets (Q1 2019 Update). Global Household Green Cleaning Products Market.

Research and Markets (2019). The Global Vegan Cosmetics Market 2019-2023.

Rodale Institute (2015). Regenerative Organic Agriculture and Climate Change.

Shelton et al. (2014). Tipping the balance of autism risk: potential mechanisms linking pesticides and autism. Environmental Health Perspectives.

Sumaila et al. (2017). Investments to reverse biodiversity loss are economically beneficial. Under a Creative Commons License.

Svanes et al. (2018) Cleaning at home and at work in relation to lung function decline and airway obstruction. American Journal of Respiratory and Critical Care Medicine.

ThredUp and Global Data (2019). ThredUp 2019 Resale Report.

Tillemann, Levi & Lassar Feasley (2018). Let's Count the Ways E-Scooters Could Save the City. Wired Magazine.

UNESCO (2019). Facts and Figures on Marine Pollution.

UNICEF. Global Inequality: Beyond the Bottom Billion.

United Nations (2019). The United Nations World Water Development Report. Leaving No One Behind.

United Nations DESA/Population Division (2019). World Population Prospects.

United Nations Environment Programme (2019). Environmental Rule of Law.

United Nations Environment Programme (2017). International Resource Panel Report.

United Nations Food & Agriculture Organization, World Bank (2001). Farming Systems and Poverty: Improving Farmers' Livelihoods in a Changing World

United Nations Food & Agriculture Organization (2014). Food Wastage Footprint: Full-cost Accounting.

University of Sheffield, Grantham Centre for Sustainable Futures (2015). A sustainable model for intensive agriculture.

White & Case (2018). Climate change litigation: A new class of action.

WEF (2019). A New Circular Vision for Electronics: Time for a Global Reboot.

WRI (2017). Elephant in the Boardroom: Why Unchecked Consumption is Not an Option in Tomorrow's Markets.

WRI (2018). Creating a Sustainable Food Future.

World Wildlife Fund (2014). How your t-shirt can make a difference.

World Wildlife Fund (2019). No plastic in nature: Assessing plastic investigation from nature to people.

World Wildlife Fund (2019). Solving Plastic Pollution Through Accountability.

WRAP (2017). Valuing our Clothes: The Cost of UK Fashion.

Zion Market Research (2018). Global Consumer Electronics Market.



[credit-suisse.com](https://www.credit-suisse.com)

© 2019, CREDIT SUISSE

